



Union Syndicale des Douanes-FO Section Auvergne Rhône-Alpes

Comité Social d'Administration DI AURA

Mardi 10 décembre 2024

Notre déclaration liminaire

L'USD-FO est représentée par Magali VIEL, Renaud BARBET, Jean Christophe AUBERT et Gilles DURANTON

Monsieur le Président,

Notre pays connaît l'une des plus graves crises politiques de son histoire. Nos droits et libertés de citoyen sont remis en question dans un contexte de faillite budgétaire et d'exhortation à la guerre. Les fonctionnaires sont une nouvelle fois pointés du doigt comme les fautifs et désignés comme la variable d'ajustement budgétaire : suppression de la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat), infliction de 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie soit une perte de salaire mensuelle de plus de 10%, baisse de 10 % de la rémunération pendant la maladie. Dans notre administration une étape vient d'être franchie puisque les agents de la branche de la surveillance se voient privés de leur droit de grève (Agents dont la Présence est Indispensable) et ce depuis plusieurs mois quel que soit leur poste. Nous y voyons une volonté de bâillonner les revendications des agents.

Nouvellement nommé notre Directeur Général lance son chantier de la surveillance pour donner un cap à sa politique. A ce stade, il n'a livré aucune orientation stratégique, ni axe de travail, ni projet en concertation avec la représentation syndicale nationale. Et pourtant, vous ouvrez ce CSA en lançant un projet de fusion des résidences de Lyon Agglo SU (BSI de Lyon, CRPC et CODT) et de Lyon Aéro SU (BSE de Lyon St Exupéry) sans aucune concertation préalable. Ce projet, ni présenté en FS, ni soumis à vote du CSA, soulève des questionnements concernant des « profils » d'agents et la « typologie d'agents » que vous évoquez dans le document de travail mais qui sont des dénominations bien inquiétantes à nos yeux.

Vous cherchez des gains d'attractivité pour la BSI de Lyon qui n'en a plus tant les agents croulent sous la charge de travail: l'accroissement des contrôles dans le cadre du GLATT et les sollicitations extérieures pléthoriques (échelons DOD et autres) ont raison des plus courageux des douaniers. Comme évoqués lors de précédents CSA, le problème central de l'attractivité de certaines résidences est d'ordre essentiellement financier. En réalité, en termes budgétaires, il n'y aucune perspective pour les agents des Douanes.

Les caisses sont vides et continuer à défendre le travailler plus, sans contreparties et à moindre effectif ne peut constituer un axe stratégique.

Renier les droits des agents, mettre les organisations syndicales de côté pour procéder à des passages en forces administratifs ne favorisent pas la confiance nécessaire pour sortir la Douane et le pays de la crise.

Lisez, partagez, adhérez !

[Contactez vos élus](#)

